

Patrick Barban

Agrégé des facultés de droit

Professeur CY Cergy Paris Université



Fonction

Depuis 2023	<p>Professeur de droit privé, CY Cergy Paris Université</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Directeur du Master droit des affaires, parcours Droit pénal financier▪ Co-directeur élu du Laboratoire d'études juridiques et politiques (LEJEP) – prise de fonction au 1^{er} janvier 2026
-------------	--

Formation

2017	Agrégation de droit privé – Concours externe
2016	Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA)
2014	<p>Doctorat en droit privé, Université Paris II Panthéon-Assas Sujet: « Les entreprises de marché, contribution à l'étude d'un modèle d'infrastructure de marché », Thèse préparée sous la direction de Mme le Professeur France DRUMMOND</p> <ul style="list-style-type: none">▪ <i>Mention très honorable avec les félicitations du jury, proposition à un prix de thèse et publication en l'état</i>▪ <i>Prix de thèse de l'Université Paris II Panthéon-Assas</i>▪ <i>Premier prix de l'AEDBF-France</i>▪ <i>Prix de l'Institut Universitaire Varenne</i>▪ <i>Prix Francis Durieux de l'Académie des sciences morales et politiques</i>▪ <i>Prix solennel André Isoré de la Chancellerie des universités de Paris</i>▪ <i>Oscar du droit des sociétés et de la bourse (Dalloz et Maître Dominique Schmidt)</i>
2009	ESSEC MBA , ESSEC Business School Spécialisation en finance d'entreprise
2004	D.E.A de droit des affaires , Université Paris II Panthéon-Assas

Expérience

2017-2023	<p>Professeur de droit privé, université Le Havre Normandie</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Vice-président rattaché au CA, chargé des finances, du pilotage et du patrimoine (2020-2022)▪ Directeur du Centre de recherche sur les mutations du droit et les mutations sociales (CERMUD) (2019-2023)▪ Président de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers (2020-2023)▪ Associé du représentant du site havrais de l'École doctorale de droit (2017-2019)▪ Directeur adjoint responsable de site de l'École doctorale de droit (2022-2023)▪ Responsable de la licence bilingue de droit (2018-2019)▪ Membre de la Commission recherche (2019-2023)▪ Membre de la Commission pour la formation et la vie universitaire (2017-2019)▪ Membre du conseil académique (2017-2023)
2015-2017 (2 ans)	<p>Maître de conférences, Université Paris-Sud (Paris XI) – Université Paris-Saclay</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Membre de l'Institut Droit Éthique Patrimoine (I.D.E.P.)
2015 (6 mois)	<p>Kramer Levin Naftalis & Frankel, stagiaire, Stage réalisé dans le cadre de l'EFB,</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Rédaction de consultations et de <i>Legal Opinion</i> ;▪ Rédactions d'actes de procédure ;▪ Recherches juridiques.
2010-2012 (2 ans)	<p>A.T.E.R., Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines</p>
2009-2010 (1 an)	<p>Vacataire chargé de travaux dirigés, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines</p>
2007-2009 (2 ans)	<p>AXA Private Equity (actuelle société Ardian) – Venture Funds, Stagiaire - Paris</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Analyse financière des sociétés candidates à l'investissement ;▪ Préparation et vérification des documents juridiques (protocoles d'investissements ; pactes d'actionnaires ; contrats de cession d'actions ; comptes courants d'associés, etc.) ;▪ Évaluation des sociétés détenues en portefeuille pour le comité d'évaluation ;▪ Rédaction de <i>Two-Pagers</i> sur les opportunités d'investissement ;▪ Rédaction des procès-verbaux des comités d'investissement.
2006 (3 mois)	<p>Bredin Prat, Cabinet d'avocats, Stagiaire - Paris</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Rédaction de mémoires internes sur la rémunération du courtier et l'action en justice des associations ;▪ Réunions de <i>Closing</i> et de <i>Post-closing</i>.▪ Rédactions de notes juridiques en droit des marchés financiers, régulation financière, droit de la concurrence, procédures collectives, procédure civile, droit des sociétés ;▪ Rédaction et préparation de documents juridiques (mémoires, assignations, etc.).
2005 (7 mois)	<p>Tribunal de Grande Instance de Paris, Assistant de Justice - Paris</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Aide à la rédaction de décisions de justice ;▪ Recherches en droit civil et en procédure civile ;▪ Participation au service des expertises.
2002	<p>Cabinet Amado, Cabinet d'avocats, Stagiaire - Paris</p>

(3 mois) | ▪ Droit des sociétés.

2001
(3 mois) | **Coudert Brothers, Cabinet d'avocats**, Stagiaire - Francfort, Allemagne
▪ Aide à la préparation d'une conférence présentée devant l'*European Business School* sur le crédit-bail en France ;
▪ Traduction de documents juridiques ;
▪ Notes juridiques.

Langues

▪ Français	Langue maternelle
▪ Anglais	Compétence professionnelle complète
▪ Allemand	Compétence professionnelle complète
▪ Espagnol	Capacité de conversation sur des sujets communs

Enseignements

Auteur :

- **Cour de régime général des obligations**, Université numérique juridique francophone (<https://cours.unjf.fr/>), cours disponible en ligne agrémenté de cas pratiques et de questionnaires pour servir à l'enseignement à distance, 2016 – actualisé.

Titulaire de cours magistraux et de séminaires :

CY Cergy Paris Université, depuis 2023

- **Droit bancaire**, Cours magistral de Master 1 droit (depuis 2023)
- **Droit de la concurrence**, cours magistral de Master 1 droit (Depuis 2023)
- **Droit de la concurrence**, Séminaires de Master 2 (2023 à 2024)
- **Droit financier**, Cours magistral de Master 1 droit (Depuis 2024)
- **Droit financier**, séminaire de Master 2 (Depuis 2023).

Université Le Havre-Normandie, 2017-2023

- **Droit des contrats**, Cours magistral de Licence 2 droit
- **Contract Law**, Cours magistral en anglais, Licence 3 droit bilingue
- **Droit de la responsabilité civile**, Cours magistral de Licence 1 A.E.S.
- **Droit des sûretés**, Cours magistral de Licence 3 droit
- **Droit des obligations approfondi**, Séminaire de Master 2 carrières judiciaires
- **Technique de cassation**, Séminaire de Master 2 carrières judiciaires
- **Droit des sociétés approfondi**, Séminaire de Master 2 droit international des affaires
- **Régulation financière**, séminaire de Master 2 Droit européen et international des affaires (Caen et Le Havre)

Université Paris-Saclay, 2015-2017

- **Régime général de l'obligation**, cours à l'I.E.J.
- **Droit des sociétés** ; cours à l'I.E.J.
- **Conférences de droit financier**, Master 2 *Business, Tax & Financial Market Law*
- **Séminaire « Appels de fonds et cryptomonnaies »**, D.U. Conseils juridiques et fiscaux des entreprises innovantes

Expérience d'enseignement passée en cours magistraux ou travaux dirigés :

- **Droit de la concurrence (cours magistral)**
- **Droit des affaires (cours magistral)**
- **Introduction au droit (travaux dirigés)**
- **Procédure civile (travaux dirigés)**
- **Régime général de l'obligation (tutorat enseignement à distance)**

Recherche

Thèmes et dynamiques de recherche

Mes recherches ont eu comme point de départ l'étude du fonctionnement des infrastructures de marché. Il s'agit de systèmes technologiques permettant la mise en réseau d'opérateurs aux fins de la réalisation d'opérations juridiques de masse. On y inclut en particulier les plateformes de négociation permettant la confrontation généralisée d'ordres de bourse en vue de la conclusion de contrats de vente portant sur des titres financiers. Au-delà des aspects spécifiques au droit financier (régulation des acteurs, spécificité des opérations...), cette étude interroge la notion de système juridique au sens large et la manière dont un opérateur peut organiser contractuellement une collectivité de personnes. J'y ai abordé des aspects de droit privé et de droit public. Cet axe de recherche a innervé mes recherches doctorales et structuré par la suite mon activité : écriture d'articles portant sur les infrastructures de marché et l'organisation des marchés financiers ainsi que leur régulation ; participation à la chronique financière de la revue Banque et Droit. J'ai pu décliner cet axe en différents thèmes comme la mise en concurrence d'infrastructures par nature (et historiquement) monopolistiques. J'ai ainsi pu analyser les fondements politiques de cette mise en concurrence, leur traduction juridique et les difficultés de conciliation avec deux grands principes du droit financier, à savoir la transparence et la sécurité des marchés.

J'ai initié en 2018 des travaux sur la technologie de registres distribués (blockchain), en identifiant les fonctions juridiques de ces registres distribués (fonction registre, fonction échange, fonction organisation). Mes travaux portent tout à la fois sur les développements de la technologie en droit financier et en droit des sociétés que sur le droit des contrats. Ainsi, en droit des affaires, j'ai réalisé diverses études critiques de la législation française ou des travaux d'analyse prospective portant sur les infrastructures de marché recourant à la technologie des registres distribués. Mes conclusions trouvent par ailleurs un écho dans le règlement européen de régime pilote. Les développements en droit des affaires portent tout à la fois sur la confrontation entre les principes du droit financier au regard des possibilités technologiques offertes et sur des propositions en matière de régulation pour assurer la sécurité des marchés. En droit civil, mes analyses portent d'abord sur le droit des biens puisque j'ai proposé une qualification juridique des jetons émis sur registre distribué. Je poursuis actuellement mes travaux en droit des contrats et en droit de la procédure civile au travers de mes deux contrats financés portant sur les usages contractuels sur blockchain. Je coordonne ainsi un réseau de chercheurs interdisciplinaire sur les questions de transcription de relations contractuelles sur blockchain au regard des règles de consentement, de preuve et du RGPD afin d'identifier les obstacles et d'éventuellement les lever. Ces travaux doivent aboutir à l'issue de ces contrats à une preuve informatique de concept et à la proposition d'un clausier électronique. L'objectif est de définir les modalités de contractualisation sur blockchain à chaque étape contractuelle, de la conclusion du contrat à son exécution et de traiter des hypothèses de conflits liés à l'inexécution.

J'ai approfondi mes compétences en droit numérique grâce à des recherches collectives en tant que coordinateur sur les plateformes blockchain, qui ont abouti à l'organisation d'une conférence internationale en janvier 2023, suivie peu après par la publication d'un ouvrage collectif. J'ai également rédigé un rapport public comparatif sur la réglementation numérique de la technologie blockchain. Je suis aujourd'hui un expert français consulté par les régulateurs pour la réglementation numérique en lien avec les crypto-actifs et j'ai dirigé le rapport français sur la réglementation du marché des crypto-actifs. En associant mes compétences et mon intérêt pour le numérique à mes études initiales sur les plateformes, je mène des recherches sur l'impact des plateformes

numériques sur le système juridique. Dans un article publié dans le journal français Le Monde sur les plateformes numériques, j'ai fait part de mes inquiétudes quant à l'avenir de la réglementation numérique de l'UE. Mes compétences en matière de recherche s'étendent aujourd'hui de la théorie juridique à l'étude des systèmes normatifs, en passant par une grande compréhension des innovations numériques et du fonctionnement des plateformes.

Projets de recherche collectifs et appels à projets

Coordinateur du projet « Contractualisation and paYment on blockCHAIN » (CY-Chain) ;

Financement Etablissement CY Initiatives ; septembre 2025 – août 2029 ; consortium de 9 enseignants-chercheurs sur trois universités (CYU, Rouen, Le Havre) ; financement de 189000 euros

CY-Chain poursuit les travaux menés sur MOCUB et Catalyse d'un point de vue pratique en visant à l'entraînement et à la création d'une IA capable de retranscrire un contrat dans le monde naturel en clauses automatisées par le biais de Smart Contract. Ce programme pourra aussi à terme servir d'agent certificateur. Dans le même temps, des recherches théoriques sont menées sur l'essor du droit monétaire pouvant conduire à réaliser des paiements en euros directement sur blockchain et à renforcer l'exécution contractuelle. En tant que coordinateur j'assure la supervision des deux volets et j'ordonne les dépenses du projet et l'organisation des événements qui y sont liés.

Coordinateur du projet « Modélisation des comportements et usages sur Blockchain » (MOCUB) ; Financement régional RIN Tremplin ; novembre 2021 - novembre 2024 ; consortium de 11 enseignants-chercheurs sur deux universités (Rouen et Le Havre) ; financement de 240 000 euros.

MOCUB est un projet interdisciplinaire qui regroupe des enseignants-chercheurs en droit, économie et informatique. Il a été financé par la Région Normandie après une évaluation ANR octroyant un double A au projet. Le projet porte sur une analyse juridique et économique des blockchains et vise à la création d'un clausier adapté à la technologie et mis en œuvre au travers d'une preuve de concept et d'un modèle multi-agents. En droit, l'accent est mis sur les catégories de contrats et d'obligations transcritibles, sur le consentement, la signature et la preuve de contrats sur Blockchain. En tant que coordinateur j'assure les travaux de l'axe droit et j'ordonne les dépenses du projet et l'organisation des événements qui y sont liés.

Coordinateur du projet « Certification Automatisée de Transactions et Accord Logistiques par Informatique sur Systèmes de Technologie Blockchain » (CATALYSE) ; Financement État-Régions CPIER Vallée de la Seine ; septembre 2021 - février 2023 ; consortium de 13 enseignants-chercheurs sur trois universités (Le Havre, Rouen, Cergy Paris Université CYU) ; financement de 191 750 euros.

Catalyse est un projet interdisciplinaire qui regroupe des enseignants-chercheurs en droit, économie et informatique dans la vallée de la Seine. Il a été financé par le biais d'un CPIER au travers du FNADT à compter de septembre 2021. Le projet porte sur l'exécution de contrats sur Blockchain, en particulier dans le cas des contrats de transport de marchandises. Pour ses aspects juridiques, le projet implique ainsi d'étudier le rôle du juge, le constat des inexécutions et de proposer des mécanismes de traitement de l'inexécution. En tant que coordinateur j'assure les travaux de l'axe droit et j'ordonne les dépenses du projet et l'organisation des événements qui y sont liés.

Participant au BQR de l'université Rouen Normandie « Financement et paiement sur blockchains », coord. V. Iéhlé, 2020, consortium de 9 enseignants-chercheurs, budget de 12 500 euros.

Le BQR a eu pour objectif de coordonner des recherches communes sur la blockchain dans le domaine des paiements digitaux sous la direction du Professeur V. Iéhlé (professeur d'économie de l'Université Rouen Normandie).

Participation à des groupes d'expert

Haut Comité juridique de la place financière de Paris (<https://www.hcjp.fr/>)

- « Le règlement MiCA », prés. P. Barban et H. de Vauplane, co-président, 27 janvier 2024 ;
- « Rapport sur l'évolution de la notion juridique de Monnaie », prés. F. Martucci, 20 juin 2025, participant ;
- « La réforme des titres financiers numériques », prés. H. de Vauplane, participant, 20 mai 2022.

Organisation de colloques, conférences, journées d'étude

J'ai coorganisé (avec S. Adalid et B. Martin) une journée d'étude intitulée « **La monnaie comme commun** » ayant eu lieu à l'Université Le Havre Normandie le 4 décembre 2018 (rayonnement national).

J'ai organisé un colloque intitulé « **Blockchain et droit des sociétés** » ayant eu lieu à l'Université Paris-Saclay le 5 décembre 2019 (rayonnement international).

J'ai organisé deux journées d'études portant sur « **Langages et Normes** », en français en mai 2022, à l'occasion de la venue du Professeur Tinker d'Heriott-Watt (Edimbourg, UK) et une deuxième session en anglais, lors de ma visite à Heriott-Watt, en décembre 2022.

J'ai enfin co-organisé dans le cadre des projets MOCUB et CATALYSE un colloque, avec Magali Jaouen, portant sur « **Structures et usages de la blockchain** » ayant eu lieu à l'Université Le Havre Normandie, les 19 et 20 janvier 2023, faisant intervenir environ 25 personnes dont une délégation de cinq collègues de l'université Laval à Québec.

Participation à un réseau de recherche

Je suis membre du réseau **TransEuropeExpert (TEE)** rattaché au pôle droit des services financiers et droit des sociétés. Ma participation prend diverses formes : intervention au 9^e forum sur les agences en conseil de vote ; organisation de groupes de travail sur les blockchains et le droit des sociétés.

J'ai par ailleurs intégré les **travaux du Haut Comité Juridique de la Place Financière de Paris (HCJP)** concernant les travaux en cours en vue d'une proposition de modification du droit des titres financiers, afin d'adapter le droit à l'entrée en vigueur du régime pilote européen instituant des infrastructures de marché fonctionnant sur la base d'une technologie de registre distribué. Mon travail consiste en des participations à réunions de réflexion et j'ai été chargé de rédiger les propositions de texte puis de les présenter devant les instances plénières du HCJP.

J'ai été invité à l'Université **Heriott-Watt à Edimbourg**, sur invitation du professeur Ch. Tinker, afin d'organiser des recherches sur le fonds de l'université et d'organiser avec lui la deuxième session du colloque Langage et Normes (v. item ci-dessus).

J'ai été invité par le **barreau de Tampa en Floride**, à l'occasion du renouvellement du jumelage avec la ville du Havre, pour travailler avec eux et **l'université de Stetson** sur le rapprochement entre juristes et universitaires des deux villes. Je suis intervenu à deux reprises en anglais sur mes thèmes de recherche.

Je suis enfin participant au **programme trilatéral France – Allemagne – Italie de la Villa Vigoni** (session 2019-2022) en Italie. Ce programme, financé par la FMSH en coopération avec la *Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG)* et la *Villa Vigoni – Centro Italo-Tedesco per l'eccellenza europea* réunit un consortium de chercheurs français, allemands et italiens. J'ai rejoint la délégation française coordonnée autour du laboratoire IDEP de l'université Paris-Saclay. À ce titre j'ai donné une conférence en anglais sur le thème « Social enterprises engagement and accountability » le 25 novembre 2021. Elle a été suivie en juillet 2022 par une conférence à la Villa Vigoni où je suis intervenu en anglais sur le thème « Investing in ESS in France ».

Publications

- « **Les entreprises de marché, Contribution à l'étude d'un modèle d'infrastructure de marché** », **Thèse pour le doctorat en droit privé**, soutenue le 9 décembre 2014 à l'Université Paris II Panthéon-Assas devant un jury composé de :
 - Mme France DRUMMOND, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas (*Directeur de thèse*),
 - Mme Camille BROUELLE, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas,

- M. Thierry GRANIER, Professeur à l'Université Aix-Marseille (*Rapporteur*),
- Mme Anne-Valérie LE FUR, Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (*Rapporteur*),
- M. Philippe NEAU-LEDUC, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (*Président du jury*).

Ouvrages

1. Barban (P.) e.a., *Rapport de droit comparé des législations relatives à la technologie Blockchain*, 2025, open access HAL : <https://hal.science/hal-05156733v2> ;
2. Barban (P.) et Jaouen (M.) (dir.), *Structures et usages de la Blockchain*, Dalloz, coll. Thèmes & commentaires, 2024 ;
3. Barban (P.) et Magnier (V.) (dir.), *Blockchain et droit des sociétés*, Dalloz, coll. Thèmes & commentaires, 2019 ;
4. Barban (P.), *Régime général des obligations*, Cours en ligne en 10 leçons, format électronique, [<https://cours.unjf.fr/>], UNJF, 2016, 460 901 signes espaces compris ;
5. Barban (P.), *Les entreprises de marché – Contribution à l'étude d'un modèle d'infrastructure de marché*, préf. F. Drummond, Av.-propos J.-J. Daigre, thèse de doctorat, coll. Thèses, Institut Universitaire Varenne, 2015, 672 pages ;

Articles

1. Barban (P.), « Le régime civil des crypto-actifs après l'ordonnance du 15 octobre 2024 », in *RDBF* 2025, n° 2, p. 79.
2. Barban (P.), Granier (T.), de Vauplane (H.), « Le transfert de propriété des crypto-actifs », *RDBF* 2025, n° 1, p. 66 ;
3. Barban (P.), « Intermediaries' model in banking and finance and the treatment of Fintech in the European Union: a critical approach », in : M. Bodellini, G. Gimigliano, Dalvinder Singh (dir.), *Commercial Banking in Transition*, Plagrave Macmillan Springer, 2024, pp. 15-38 ;
4. Barban (P.), Praicheux (S.), « Les procédures d'insolvabilité portant sur le détenteur ou le conservateur de crypto-actifs », *RDBF* 2023, n° 4, p. 168 ;
5. Barban (P.), « Le cadre européen relatif aux technologies de registre distribué et à la blockchain – Analyse critique des nouvelles techniques législatives en droit de l'Union », *Rev. eur. dr. aff.* 2023, n° 2, pp. 487-500 ;
6. Barban (P.), « Le blockchain : un commun au service exclusif de l'appropriation ? », *CRDF*, n° 20, 2022, pp. 57-65 ;
7. Barban (P.) (coord.), Julienne (M.), Chacornac (J.), Magnier (V.), Athlan (L.), « Le recours à la technologie blockchain en droit des sociétés », *Actes pratiques et ingénierie sociétair*e juillet 2021, n° 178, Dossier, p. 3-50 ;
8. Barban (P.), « La technologie blockchain et le commissionnaire de transport », *Transidit*, n° 75 – 2020, Dossier « innovation et mobilités : où va le droit ? », pp. 114-120 ;
9. Magnier (V.), Barban (P.), « The Potential Impact of Blockchains on Corporate Governance: A survey on Shareholders' Rights in the Digital Era », *Journal of International and European Law, Economics and Market Integrations*, vol. V, Issue 2, December 2018, pp. 189-226 ;
10. Barban (P.), « Les infrastructures de marché et la concurrence », Dossier « Les infrastructures de marché », *RISF* 2019/2, p. 17 ;
11. Barban (P.), « L'identification des actionnaires », *Rev. soc.* 2017. 678, pp. 678-682 ;
12. Barban (P.), « Le Principe de concentration au titre du dispositif MIF 2 », *RISF* 2015/3, pp. 47-55.

Chapitres d'ouvrage collectif

1. Barban (P.), « Quelles régulations pour les plateformes numériques ? » in T. Bonneau, A. Couret, B. Dondero, F.-X. Lucas, J. Moury, I. Parleani, E. Schlumberger (coord.), *Mélanges en l'honneur du Professeur Hervé Le Nabasque*, LGDJ, 2025, p. 625 ;

2. Barban (P.), « L'appréhension par le droit financier des infrastructures blockchain à travers le prisme de la théorie de l'ordre juridique », Mélanges AEDBF IX, LGDJ, 2025, p. 289 ;
3. Barban (P.), Allard (B.), « Gouverner la sûreté portuaire - Zones de sûreté portuaire et activités de sécurité privées dans les ports », in Guillet (N.) (dir.), *La gouvernance portuaire : Pouvoir, Intérêts, Représentations*, IFJD, 2025, p. 75 ;
4. Barban (P.), Jaouen (M.), « Blockchain et compétitivité normative », in Bouchard (Ch.) (Dir.), *les infrastructures gouvernementales et sociétales du futur*, Yvon Blaise, Canada, 2024 ;
5. Barban (P.), « L'AMF et l'entreprise de marché », in Rontchevsky (N.), Neuville (S.), *Les 20 ans de l'AMF*, Lamy Liaison, 2024, p. 79 ;
6. Barban (P.), « Les produits financiers portant sur les matières premières agricoles », in : Giansetto (F.) (Dir.), *La prise en compte par le droit des enjeux de l'alimentation durable*, pp. 225-236, 2023 ;
7. Barban (P.), « Un exemple d'une mutation laborieuse : l'accès des PME aux marchés financiers », in : *Les mutations du droit*, Bourdelois (B.) (dir.), Mare & Martin, 2023, p. 35 ;
8. Barban (P.), « La transparence sur les marchés financiers : Quête du Graal ou relecture du mythe de Sisyphe ? », Mélanges A.E.D.B.F. VIII, RB éditions, 2022, pp.235-242, mélanges ;
9. Barban (P.), « Les jetons », in : *Comment la chaîne de blocs va transformer le droit*, Bouchard (Ch.) (dir.), éd. Yvon Blais, Canada, 2020, pp. 45-84 ; mélanges ;
10. Barban (P.), « La mobilité sur les marchés financiers », in : *Les enjeux de la mobilité interne et internationale*, Jude (J.-M.), Dechepy (J.), Paris, Institut Louis Joinet, coll. « Colloques & Essais », 2021, pp. 165-175, actes de colloque ;
11. Barban (P.), « introduction », in *Blockchain et droit des sociétés*, Magnier (V.), Barban (P.) (dir.), Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2019, pp. 7-20, mélanges ;
12. Barban (P.), « Les marchés financiers et la blockchain : esquisse d'une infrastructure blockchain », in *Blockchain et droit des sociétés*, Magnier (V.), Barban (P.) (dir.), Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2019, pp. 85-96, mélanges ;
13. Barban (P.), « La privatisation de la force armée et le droit français : une résistance à l'américanisation du droit », in *Néolibéralisme et américanisation du droit*, Bottini (F.), Mare & Martin, 2019, pp.301-319, actes de colloque.

Fascicules

1. Barban (P.), « Stock-Options », J.-Cl. Banque – crédit – bourse –, Fasc. 1865, LexisNexis, 2022, Actualisation.
2. Barban (P.), « Autorité de contrôle prudentiel – Pouvoirs, sanctions », J.-Cl. Banque – crédit – bourse –, Fasc. 71, LexisNexis, 2021, Création ;
3. Barban (P.), « Autorité de contrôle prudentiel – Statuts, organisation, coopération internationale », J.-Cl. Banque – crédit – bourse –, Fasc. 70, LexisNexis, 2021, Création.

Chroniques

1. Barban (P.), Chronique Titres, actifs et univers numériques, *Banque & Droit*, depuis 2023, chronique bimestrielle :
 - i. « La réception juridique des organisations autonomes décentralisées dites "DAO" », 2024, n° 217, pp. 35-39 ;
 - ii. « Les enjeux juridiques de la cotation d'ETF sur les crypto-actifs », 2024, n° 215, pp. 52-53 ;
 - iii. « L'offre au public des jetons spéciaux et le statut d'émetteur d'ART et d'EMT », 2023, n° 211 ; pp. 38-41 ;
 - iv. « L'offre et l'admission de jetons de droit commun », 2023, n° 209, pp. 35-48 ;
 - v. « Adoption de la loi portant adaptation du droit français au régime pilote (et débordant quelque peu sur le droit des actifs numériques) », 2023, n° 208, pp. 42-55 ;
 - vi. « Inauguration de la chronique : panorama des récentes évolutions de la matière », 2022, n° 207, pp. 38-40.
2. Barban (P.), Chronique de droit financier, *Banque & Droit*, depuis 2019, chronique bimestrielle :

- i. « La nature des recours portés devant la cour d'appel de Paris contre les décisions de l'AMF n'ayant pas la nature de sanctions », n° 223, 2025, pp. 34-39 ;
- ii. « Le régime européen des droits de vote multiples dans les sociétés cotées », 2025, n° 220, pp. 21-27 ;
- iii. « La régulation et le régime civil des crypto-actifs par l'ordonnance relative aux marchés de crypto-actifs », 2024, n° 218, pp. 25-29 ;
- iv. « Fonds Elliott : validité et prévisibilité des instructions AMF relatives au contrôle des acquisitions en période d'offre », 2024, n° 215, pp. 47-48 ;
- v. « Le contrôle des associations professionnelles de conseillers en investissements financiers et le rôle des documents fournis lors de leur agrément », 2023, n° 213, pp. 27-31 ;
- vi. « Abus de marché : la Cour de cassation, les données de connexion et les droits fondamentaux », 2023, n° 210, pp. 26-30 ;
- vii. « Exégèse de l'AEMF sur la notion de systèmes multilatéraux », 2022, n° 210, pp. 30-36 ;
- viii. « L'imprévision sur les marchés financiers », 2022, n° 210, pp. 34-36 ;
- ix. « Haro sur la commercialisation interdite d'instruments financiers », 2022, n° 206, pp. 54-57 ;
- x. « La protection du journaliste publiant une rumeur de marché », 2022, n° 204, pp. 46-50
- xi. « L'information privilégiée en matière d'autorisation de mise sur le marché », 2022, n° 204, pp. 50-53 ;
- xii. « Modifications substantielles du régime pilote d'infrastructures de marché DLT » 2022, n° 202, pp. 38-40 ;
- xiii. « Le nouveau cadre français du financement participatif », 2022, n° 201, pp. 52-56 ;
- xiv. « À chaque directive son autorité de contrôle », 2022, n° 201, pp. 56-57 ;
- xv. « La localisation de services sur actifs numériques », 2021, n° 199 pp. 24-26 ;
- xvi. « Des enseignements juridiques de l'OPA de Véolia sur Suez » 2021 n° 198 ; 41-43 ;
- xvii. « Le délai d'enregistrement des PSAN vise un enregistrement effectif », 2021 no 198, pp. 40-41 ;
- xviii. « L'impact du Brexit sur les systèmes de négociation : nouvelles qualifications juridiques et bouleversement des règles de négociation », 2021, n° 196, pp. 34-37 ;
- xix. « Évolution préconisée du droit français des titres dits « digitaux », 2021, n° 196, pp. 28-29 ;
- xx. « Les infrastructures de marché expérimentales blockchain », 2020, n° 194, pp. 44-48 ;
- xxi. « Conséquence de l'analyse économique de la gestion de biens divers », 2020, n° 193, pp. 56-57 ;
- xxii. « Publication des seuils retenus en matière d'identification des actionnaires », 2020, n° 193, pp. 57-58 ;
- xxiii. « L'enregistrement et l'agrément des prestataires de services sur actifs numériques », 2020, n° 193, pp. 50-55 ;
- xxiv. « Qualification civiliste des bitcoins par la jurisprudence », 2020, n° 191, pp. 45-48 ;
- xxv. « De l'importance de la qualification en matière de franchissement de seuil et d'offre publique », 2020, n° 190, pp. 45-48 ;
- xxvi. « Le devoir de mise en garde au prisme du conseil en investissement », 2020, n° 190, pp. 42-45 ;
- xxvii. « Dispositif unifié de contrôle de la rémunération des dirigeants sociaux dans les sociétés cotées », 2020, n° 189, pp. 43-45 ;
- xxviii. « Synthèse sur le rôle des conventions internationales dans la coopération entre autorités de régulation et la protection des données », 2019, n° 188, pp. 45-48 ;
- xxix. « Adaptation du règlement général de l'AMF au nouveau régime de retrait obligatoire issu de la loi PACTE », 2019, n° 187, pp. 44-45 ;
- xxx. « Ambiguïtés sur l'information privilégiée relative à la survie financière d'un émetteur », 2019, n° 186, p. 40 ;
- xxxi. « Melting Pot relatif à l'information privilégiée et à la coopération internationale » 2019, n° 186, pp. 37-39 ;
- xxxii. « Création du livre VII du règlement général de l'AMF relatif aux émetteurs de jetons et prestataires de services sur actifs numériques », n° 186, pp. 34-36 ;
- xxxiii. « Transposition partielle de la directive numéro 2017/828 du 17 mai 2017 en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires », 2019, n° 185, pp. 42-43 ;

- xxxiv. « Loi PACTE: création d'un instrument de crédit sur matières premières sous-jacentes de contrats financiers », 2019, n° 185, pp. 31-32 ;
- xxxv. « Intégration des règles internes d'un PSI au corpus disciplinaire de l'AMF », 2019, n° 184, p. 54 ;
- xxxvi. « Études conjointes de rapports relatifs à la blockchain (III): rapport d'information sur les "chaînes de blocs" », 2019, n° 184, pp. 52-53 ;
- xxxvii. « Études conjointes de rapports relatifs à la blockchain (II): rapport d'information sur les "chaînes de blocs" », 2019, n° 184, pp. 51-52 ;
- xxxviii. « Études conjointes de rapports relatifs à la blockchain (I): rapport d'information sur les "chaînes de blocs" », 2019, n° 184, pp. 50-51 ;
- xxxix. « Dernière pierre au régime des titres financiers et minibons sur blockchain », 2019, n° 184, pp. 48-50 ;
- xl. « Précisions sur l'intermédiation en biens divers », 2019, n° 183 ; pp. 30-34.

Notes d'arrêt (et de textes)

1. Barban (P.), « Affaire Vivendi : l'ouverture de la qualification du contrôle et la nécessaire révision de la loi », *RDBF* 2025, n° 3, p. 17 ;
2. Barban (P.), « Le régime civil des crypto-actifs après l'ordonnance du 15 octobre 2024 », *RDBF* 2025, n° 2, p. 79 ;
3. Barban (P.), « La commercialisation de services financiers à distance devient un droit spécial de la consommation », *BJB* 2024, n° 3, p. 31 ;
4. Barban (P.), « Rapport du HCJP sur MiCA et ses conséquences en droit français », *BJB* 2024, n° 3, p. 10 ;
5. Barban (P.), Praicheux (S.), « Les procédures d'insolvabilité portant sur le détenteur ou le conservateur de crypto-actifs (Principes 13 et 19) » *Revue de Droit bancaire et financier* n° 4, Juillet-août 2023, dossier 23 ;
6. Barban (P.), « Les errements judiciaires de la radiation de titres financiers », *BJB* 2021, n° 4, 42-45 ; note sous CA Versailles 8 avril 2021, arrêt 19/07661, *Société Swiss Fintec Invest AG contre SA Euronext Paris* ;
7. Barban (P.), « La notion de système multilatéral au regard de la directive Marchés d'instruments financiers », *BJB* 2018, n° 2, pp. 112-115, note sous CJUE 16 nov. 2017, aff. C-658/15, *Robeco Hollands Bezijt NV et autres* ;
8. Barban (P.), « Affaire Radiall contre Euronext : clarification des règles régissant les radiations volontaires d'instruments financiers », *JCP E* 2017, n° 5, pp. 35-39, note sous Cass. com., 6 déc. 2016, n° 15-10275 ;
9. Barban (P.), « Modernisation et rationalisation du droit de plateformes de négociation par l'ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 », *RISF* 2017/1, pp. 65-74 ;
10. Barban (P.), « Précisions relatives au devoirs d'Euronext et au pouvoir normatif des entreprises de marché », *BJB* 2016, n° 4, pp. 164-170, note sous AMF, Comm. Sanctions 4 déc. 2015, *Euronext Paris SA c. Financial Europe Ltd* ;
11. Barban (P.), « Rapport OICV de juillet 2015 sur le financement des PME au travers des marchés de capitaux : état des lieux des meilleures pratiques de régulation », *RISF* 2015/4, pp. 49-53 ;
12. Barban (P.), « La portée de l'homologation judiciaire en cas de pluralité d'engagements constatés dans un même protocole transactionnel », *D.* 2015. 1034, 4 pages, note sous Cass. civ. 2, 8 janv. 2015, n° 13-27377.

Communication à des colloques ou conférences

1. Communication orale sur « La formation d'un contrat sur chaîne de blocs en droit français », présentation devant les étudiants de l'Université Laval à Québec (Canada), le 24 septembre 2025 ;
2. Communication sur « Formation et preuve du contrat sur blockchain », au colloque de l'Université Laval à Québec (Canada) sur « La formation d'un contrat sur chaîne de blocs en droit français », le 23 septembre 2025 ;

3. Communication orale sur « Comment appréhender juridiquement un actif financier ? Approche comparative des droits de l'Union européenne et d'Amérique du Nord », à l'université de Montréal (Canada), le 16 septembre 2025 ;
4. Communication sur « Les enjeux juridiques de la blockchain », webinar organisé par l'université de Rennes sur « Blockchain et Privacy », le 23 juin 2025 ;
5. Communication orale sur « Le transfert de propriété de crypto-actifs », au colloque « Le droit civil et les crypto-actifs », à l'université Panthéon-Sorbonne, le 11 juin 2024 ;
6. Participation à une table ronde sur « Le contrat qui s'appuie sur la blockchain » dans le cycle « Blockchain et Contrat », 28 mars 2024, Université de Reims, non publié ;
7. Communication orale sur « Certifier la propriété et unir les mondes : du rôle des NFTs dans les Métavers », au colloque « Métavers : du virtuel au réel, quelle régulation ? », le 30 novembre 2023, Université de Rennes, non publié ;
8. Communication orale avec Magali Jaouen sur « Blockchain et compétitivité », au colloque « Tendances récentes en Blockchain : les infrastructures gouvernementales et sociétales du futur », les 25 et 26 mai 2023, Université Laval à Québec, Québec, Canada, en cours de publication ;
9. Communication orale sur « La preuve et l'écrit en matière de contrat constaté sur Blockchain », au colloque « Structures et usages de la Blockchain », les 19 et 20 janvier 2023, Université Le Havre Normandie, publié (v. *supra*) ;
10. Communication orale sur « La financiarisation des matières premières », au colloque « La prise en compte par le droit des enjeux de l'alimentation durable », le 25 novembre 2022, Université Sorbonne Paris Nord, publié ;
11. Communication orale (en anglais) sur « Interpreting fundamental norms : the evolution and regression of rights – A case study on Roe vs Wade overturn », à la journée d'études « Langage and norms, act II », 1^{er} décembre 2022, Université Heriott-Watt (Édimbourg, Écosse), non publiée ;
12. Communication orale sur « Les enjeux de la blockchain », au colloque « Blockchain & Privacy », le 13 mai 2022, Université Rennes 1, non publiée ;
13. Communication orale (en anglais) sur « Investing in Social Enterprises in France », à la conférence « Entrepreneuriat social et entreprises socialement responsables : aspects juridiques dans une perspective comparative (III) », 19-21 juillet 2022, Villa Vigoni, Italie, non publiée ;
14. Communication orale sur « Le langage juridique confronté au droit de l'Union européenne : l'exemple du droit financier », à la journée d'études « Langages et normes » organisé par le CERMUD, 18 mars 2022, Université Le Havre Normandie, non publiée ;
15. Communication orale (en anglais) sur « Social enterprises engagement and accountability », à la conférence « Entrepreneuriat social et entreprises socialement responsables : aspects juridiques dans une perspective comparative (II) », 25-26 novembre 2021, Villa Vigoni, Italie (en visio), non publiée ;
16. Communication orale sur « La mobilité sur les marchés financiers » au colloque « Les enjeux de la mobilité interne et internationale », 5-6 novembre 2019, Université Le Havre Normandie, publiée (v. *supra*) ;
17. Communication orale (en anglais) sur « The potential impact of Blockchain on Corporate Governance » au 3^d International Conference on European Company Law and Corporate Governance, 6-7 décembre 2018, SVEUČILIŠTE U ZAGREBU, Ekonomoski Fakultet, Zagreb, publiée (v. *supra*) ;
18. Communication orale sur « Les agences de notation », au 9^e forum de TransEuropeExpert « Quelle Europe pour demain ? », 6 mars 2018, Institut de droit comparé, Paris, non-publiée ;
19. Communication sur « Les PME et l'accès aux marchés financiers » au colloque « Les PME existentielles ? », 17-18 septembre 2015, Université de Valenciennes, publiée (v. *supra*).